

Art. 3. – Tout détournement de sa destination privilégiée, en tout ou partie du don, rend immédiatement exigible le paiement du montant des droits et taxe des biens ou services exonérés, sans préjudice des sanctions édictées en la matière par la loi n° 97-244 du 24 avril 1997 portant Livre de Procédures Fiscales.

Art. 4. – Le Directeur général des Impôts est chargé de l'exécution de la présente décision.

Art. 5. – La présente décision, qui prend effet pour compter de sa date de signature, sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 16 novembre 2007.

DIBY Koffi Charles.

ARRETE N° 668/MEF/CAB du 10 octobre 2007 portant prorogation de l'Administration provisoire de VERSUS BANK.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,

Vu le Traité du 14 novembre 1973 constituant l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;

Vu la Convention du 24 avril 1990 portant création de la Commission bancaire de l'UMOA, notamment l'article 26 de son annexe ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 90-589 du 25 juillet 1990 portant réglementation bancaire en République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 61 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-468 du 15 mai 2007 portant organisation du ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu l'arrêté n° 425/MEMEF/DGTCP/DT du 1^{er} décembre 2003 portant agrément de VERSUS BANK inscrit sur la liste des banques de l'UMOA sous le n° A 0112 R ;

Vu l'arrêté n° 190/MDPMEF/CAB du 2 août 2006 portant mise sous administration provisoire de VERSUS BANK ;

Vu la décision n° 382/CB/P du 14 novembre 2007 portant avis favorable de la Commission bancaire à une demande de prorogation de la durée de l'Administration provisoire de VERSUS BANK,

ARRETE :

Article premier. – L'Administration provisoire de VERSUS BANK est prorogée jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 2. – Le Directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, le Directeur national de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour la Côte d'Ivoire, l'Administrateur provisoire ainsi que le Comité de Suivi de l'Administration provisoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 10 décembre 2007.

DIBY Koffi Charles.

**MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION
ET DE LA REINSERTION**

Décret n° 2007-467 du 8 mai 2007 portant organisation du ministère de la Reconstruction et de la Réinsertion.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du Ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion ;

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord politique de Ouagadougou en date du 4 mars 2007 ;

Vu le décret n° 2007-450 du 29 mars 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu ,

DECRETE :

Article premier. – Pour l'exercice de ses attributions, le Ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion dispose, outre le cabinet, de Services rattachés, d'une Direction générale, de Directions centrales, de structure sous tutelle, de Services extérieurs, qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

CHAPITRE I

Le Cabinet

Art. 2. – Le Cabinet comprend :

- Un Directeur de Cabinet ;
- Un Directeur adjoint de Cabinet ;
- Un Chef de Cabinet ;
- Sept Conseillers techniques ;
- Sept Chargés d'Etudes ;
- Deux Chargés de mission ;
- Un Attaché de Cabinet ;
- Un Chef de Secrétariat particulier.

CHAPITRE II

Les Services Rattachés au Cabinet

Art. 3. – Sont rattachés au Cabinet du ministre les services suivants :

- l'Inspection générale de la Reconstruction et de la Réinsertion ;
- le Service de la communication ;
- l'Observatoire de la Réinsertion et de la Reconstruction.

Art. 4. – L'Inspection générale de la Reconstruction et de la Réinsertion

L'Inspection générale de la Reconstruction et de la Réinsertion est chargée :

- d'inspecter et de contrôler le fonctionnement normal et régulier des structures du ministère ;
- d'organiser l'assistance et l'encadrement des responsables des structures du ministère ;

- de la conduite, sur instruction du ministre, de toutes les réflexions ou actions liées à la politique du ministère et relevant de sa compétence ;

- de rédiger des rapports périodiques relatifs au fonctionnement des structures du ministère ;

- de faire des propositions sur l'organisation et le fonctionnement des structures du ministère ;

- de superviser les passations de service.

L'Inspection générale est dirigée par un Inspecteur général assisté par deux Inspecteurs.

L'Inspecteur général est nommé par décret pris en Conseil des ministres.

Les Inspecteurs sont nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 5. – Le Service de la Communication

- Le Service de la Communication est chargé :

- de préparer et d'organiser, au niveau de la couverture médiatique, les manifestations du ministère ;

- de la collecte, du traitement et de la mise à la disposition du ministère de toutes les informations d'actualité publiées par voie de presse écrite ou audiovisuelle ;

- des relations publiques et de la presse ;

- d'élaborer, de mettre en œuvre de suivre et d'évaluer le plan de communication ;

- de préparer et d'organiser, en liaison avec les structures sous tutelle, des campagnes d'information et de sensibilisation nécessaires à la mise en œuvre des programmes de la Reconstruction et de la Réinsertion ;

- d'élaborer et de publier des supports de communication dont un bulletin de liaison ;

- de la communication interne ;

- de la médiathèque.

Il est organisé en deux cellules :

- La cellule communication

- La cellule des relations publiques

Le Chef de Service de la Communication est nommé par décret pris en Conseil des ministres, avec rang de Directeur d'Administration centrale.

Les Chefs de Cellules sont nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion, avec rang de sous-directeur.

Art. 6. – L'Observatoire de la Réinsertion et de la Reconstruction.

L'Observatoire de la Réinsertion et de la Reconstruction est chargé :

- de la veille pour la mise en œuvre et le suivi du programme de la Réinsertion et de Reconstruction ;

- de fournir les données globales sur la réinsertion et la reconstruction et veiller à ce que tous les utilisateurs aient accès à la banque de données.

L'Observatoire est dirigé par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres avec rang de Directeur d'Administration centrale.

Il est assisté de deux experts nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion avec rang de chargé d'Etudes de cabinet ministériel.

CHAPITRE III

Les Directions centrales rattachées au Cabinet.

Art. 7. – La Direction de la Coopération et de la Mobilisation des Ressources.

La Direction de la Coopération et de la Mobilisation des Ressources est chargée :

- de coordonner, en liaison avec le ministère de l'Economie et des Finances et le ministère du Plan et du Développement, les efforts de mobilisation des ressources en faveur de la Reconstruction et de la Réinsertion ;

- de rechercher et mobiliser les financements, en liaison avec le ministère de l'Economie et des Finances et le ministre du Plan et du Développement ;

- d'identifier et de renforcer les relations existantes et d'établir de nouvelles relations avec d'autres partenaires ;

- d'identifier et de proposer de nouveaux domaines et de nouveaux schémas de coopération avec les partenaires en vue de la mise en œuvre effective et efficace du programme de la Reconstruction et de la Réinsertion ;

Elle comprend deux sous-Directions :

- La sous-Direction de la Coopération ;

- La sous-Direction de la Mobilisation des Ressources.

La Direction de la Coopération et de la Mobilisation des Ressources est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres.

Le Directeur de la Coopération et de la Mobilisation des Ressources est assisté de deux sous-Directeurs nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 8. – La Direction des Statistiques, de l'Informatique et de la Documentation .

La Direction des Statistiques, de l'Informatique et de la Documentation est chargée :

- de recenser et d'identifier, en liaison avec les structures concernées, les bénéficiaires à la réinsertion ;

- de collecter, exploiter et diffuser les données statistiques ou toutes autres informations nécessaires à la Reconstruction et la Réinsertion ;

- de collecter, traiter et conserver les archives produites par les structures du ministère ;

- d'assurer le classement et la conservation des archives dans les locaux appropriés ;

- d'assurer l'informatisation et la maintenance des équipements informatiques et la formation des personnels ;

- de produire les informations statistiques et indicateurs nécessaires à la conduite des négociations de marchés et conventions ;

- d'assister et de conseiller les autres structures du ministère sur l'usage de l'outil informatique ;

- de gérer le fichier informatique des services du ministère ;

– de développer la base de données et mettre en place des progiciels de suivi d'évaluation.

Elle comprend deux sous-Directions :

- La sous-Direction des Statistiques ;
- La sous-Direction de l'Informatique et de la Documentation

La Direction des Statistiques, de l'Informatique et de la Documentation est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres.

– Le Directeur des Statistiques, de l'Informatique et de la Documentation est assisté de deux sous-Directeurs nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 9. – La Direction des Affaires administratives et financières.

La Direction des Affaires administratives et financières est chargée :

- de préparer et d'exécuter le budget du ministère ;
- de contrôler l'exécution du budget du ministère ;
- de participer à la préparation et à l'exécution du budget de la Reconstruction et de la Réinsertion ;
- de tenir à jour le fichier général du patrimoine et du matériel du ministère ;
- de préparer et de suivre l'exécution des marchés publics du ministère et des structures sous tutelle ;
- de programmer et de suivre les effectifs du personnel du ministère et des structures sous tutelle ;
- d'organiser et de suivre les actions de formation, de perfectionnement et des stages ;
- de préparer et suivre tous les actes se rapportant à la gestion des personnels ;
- de participer à l'élaboration des conventions et marchés ;
- de régler les contentieux.

Elle comprend trois sous-Directions :

- La sous-Direction des Finances ;
- La sous-Direction de l'Administration ;
- La sous-Direction des Marchés.

La Direction des Affaires administratives et financières est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres.

La Direction des Affaires administratives et financières est assisté de trois sous-directeurs nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

CHAPITRE IV

La Direction générale de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 10. – La Direction générale de la Reconstruction et de la Réinsertion est chargée :

- d'élaborer la matrice d'actions gouvernementales du ministère ;
- de coordonner, en liaison avec la DAAF, la conception, la mise en œuvre et le suivi du Programme d'Investissements publics (PIP) ;

– d'élaborer le rapport annuel de performance des programmes de reconstruction et de réinsertion ;

– d'assurer la conception des programmes de reconstruction et de réinsertion ;

– d'élaborer les plans stratégiques ainsi que les solutions opérationnelles de mise en œuvre ;

– de contribuer à la recherche de partenaires techniques ;

– de suivre pour le compte du ministère, en liaison avec les structures sous tutelle, la réalisation des différents programmes.

Art. 11. – La Direction de la Reconstruction.

La Direction de la Reconstruction est chargée :

– d'élaborer des propositions de programmes, de projets dans le domaine de la reconstruction ;

– de formuler, en liaison avec les départements concernés, les politiques et les plans d'actions appropriés et d'élaborer dans ce cadre, les règles et procédures pour la formulation, la coordination, le suivi et l'évaluation du programme de reconstruction ;

– d'élaborer les études nécessaires pour la mise en œuvre du programme de reconstruction ;

– de planifier et de programmer les actions en matière de reconstruction ;

– d'élaborer les plans stratégiques et de proposer les priorités opérationnelles à la reconstruction ;

– d'élaborer les tableaux de bord pour la mise en œuvre et le suivi des programmes et des projets de reconstruction ;

– d'assurer le suivi des opérations de reconstruction ;

– de coordonner la mise en œuvre, par les structures concernées, des activités de réhabilitation et de reconstruction ;

– de la reconstitution des conditions de la reprise des activités économiques affectées directement ou indirectement par la guerre ;

– de reconstituer le tissu social et de réhabiliter les valeurs culturelles et culturelles qui s'inscrivent dans le cadre de la reconstruction.

Elle comprend quatre sous-Directions :

- La sous-Direction de la Reconstruction physique ;
- La sous-Direction de la Reconstruction économique ;
- La sous-Direction de la Reconstruction sociale et culturelle ;
- La sous-Direction Suivi-Evaluation.

La Direction de la Reconstruction est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

Le Directeur de la Reconstruction est assisté de quatre sous-Directeurs nommés par arrêté du Ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 12. – La Direction de la Réinsertion

La direction de la Réinsertion est chargée :

- de formuler, en liaison avec les départements concernés, les politiques et les plans d'actions appropriés et d'élaborer des propositions de programmes, de projets dans les domaines de la réinsertion ;

- d'élaborer dans ce cadre, les règles et procédures pour la formulation, la coordination, le suivi et l'évaluation du programme de réinsertion ;

- d'élaborer les études nécessaires pour la mise en œuvre du programme de réinsertion ;

- de planifier et de programmer les actions en matière de réinsertion ;

- d'élaborer les plans stratégiques et de proposer les priorités opérationnelles à la réinsertion ;

- d'élaborer les tableaux de bord pour la mise en œuvre et le suivi des programmes et des projets de réinsertion ;

- d'identifier les bénéficiaires ;

- de coordonner la mise en œuvre des mesures de Réinsertion

Elle comprend deux sous-Directions :

- La sous-Direction des Opérations de Réinsertion ;

- La sous-Direction des Appuis et de l'Assistance.

La Direction de la Réinsertion est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres.

Le Directeur de la Réinsertion est assisté de deux sous-Directeurs nommés par arrêté du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion.

CHAPITRE V

Les Services Extérieurs

Art. 13. – Les Services extérieurs du ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion sont sous la responsabilité directe de la Direction générale de la Reconstruction et de la Réinsertion.

CHAPITRE VI

Les Structures sous Tutelle

Art. 14. – Le Ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion exerce la tutelle et le contrôle sur les établissements et organismes, dont la mission entre dans le cadre de ses attributions, conformément aux textes législatifs et règlement en vigueur.

CHAPITRE VII

Dispositions finales

Art. 15. – Le présent décret abroge toutes les dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 2006-64 du 13 avril 2006 portant organisation du ministère d'Etat, ministère chargé du Programme de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Art. 16. – Le ministre de la Reconstruction et de la Réinsertion est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 8 mai 2007.

Laurent GBAGBO.

MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES

DECISION n° 326/MFFAS/INFS portant fin de Formation des candidats admis au concours direct d'accès au Cycle de Formation des Assistants sociaux au titre de l'année 2003.

LE MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES,

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique ;

Vu la loi n° 98-388 du 2 juillet 1998 fixant les règles générales relatives aux Etablissements publics nationaux et portant création de catégories d'Etablissements publics ;

Vu le décret n° 91-652 du 9 octobre 1991 portant création et organisation d'un Etablissement public à caractère administratif dénommé Institut national de Formation sociale ;

Vu le décret n° 93-607 du 2 juillet 1993 portant modalités communes d'application du statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret 2007-456 du 7 avril 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2007-458 du 20 avril 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu L'arrêté n° 3734 MEFPPS. INFS du 9 avril 1998 fixant les modalités de préparation et d'obtention des diplômes d'Etat des professions sociales ;

Vu le procès-verbal du jury d'admission aux examens de passage et du diplôme d'Etat des différents cycles de formation de l'Institut national de Formation sociale en date du 9 août 2007,

DECIDE :

Article premier. – Ont achevé la formation des Assistants Sociaux à l'Institut national de Formation sociale (INFS) d'Abidjan, les personnes dont les noms suivent par ordre de mérite :

DELEWRON Jean Eric ;

BROU Kouamé Hermann.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Abidjan, le 21 novembre 2007.

Jeanne PEUHMOND.

DECISION n° 329 MFFAS. INFS. portant fin de formation de YOBALÉ Yolande Estèle admise au concours direct d'accès au cycle de formation des Educateurs préscolaires au titre de l'année 2003.

LE MINISTRE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DES AFFAIRES SOCIALES,

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant statut général de la Fonction publique ;

Vu la loi n° 98-388 du 2 juillet 1998 fixant les règles générales relatives aux Etablissements publics nationaux et portant création de catégories d'Etablissements publics ;